

## **QUESTIONNAIRE de la LDH en vue du débat du 7 mars 2012**

### **I Des inégalités sociales à l'échec scolaire, comment en sortir ? Quelle école pour tous ?**

#### **L'école est-elle un service public comme les autres ?**

Oui, dans le sens où elle se doit de rendre le même service pour tous  
... et non, dans le sens où, pour le Parti Socialiste, le service public de l'éducation doit être une priorité. L'accès à l'éducation et la culture contribue à la réduction des inégalités. En cela, l'école ne peut être un service public comme un autre. Même si elle en présente nombre de caractéristiques (gratuité, égalité d'accès et de contenus sur tout le territoire, non-soumission au marché, etc), elle demande comme aucun autre service public, sans doute, une adhésion, une participation. Il n'y a pas dans le service public scolaire des « usagers », mais des co-acteurs. La « consommation scolaire » mène à l'échec. Et même si l'enseignement, la pédagogie restent une affaire de spécialistes, l'école relève aussi d'une co-éducation, d'une communauté éducative avec les familles et les élèves eux-mêmes. Bref, ce qui est un service public, c'est le cadre scolaire. Mais ce qui se joue à l'intérieur est une affaire de tous, où chacun doit jouer son rôle, davantage un « mini-contrat social » qu'un simple service public. Par ailleurs, s'adressant à un public spécifique (des classes d'âge) et le plus souvent mineur, donc pas encore citoyen, l'école ne peut être un service public comme un autre : ceux qui en bénéficient ne peuvent décider eux-mêmes des choix politiques le concernant.

*Propositions du PS : ce qui est énoncé ci-dessus sera mis en œuvre grâce au niveau des moyens humains et financiers qui seront alloués au service public de l'éducation.*

#### **L'école privée et privée sous contrat a-t-elle sa place au sein de la république ?**

Pour le PS, la priorité est l'école publique, seule garante de l'égalité et de la laïcité. De fait, et quels que soient ses dires, l'école privée est moins mixte socialement, moins égalitaire, plus discriminante que l'école publique. Les chiffres sur la proportion accueillie d'enfants d'ouvriers, d'enfants d'origine étrangère, le montrent évidemment. Cela dit, si elle se soumet au principe de laïcité, elle peut avoir son rôle, en permettant parfois, comme dans nos zones rurales, d'offrir des options, des filières (professionnelles, MFR) que le public a abandonnées. Pour nous, elle a sa place sans problème... même si elle ne doit

pas être favorisée ni privilégiée, et moins encore devenir l'option-refuge, réservée de facto aux familles aisées, contribuant ainsi à la casse systématique coïncidente de l'école publique, sur le modèle britannique.

*Proposition du PS : Nous reviendrons sur les dispositions récentes qui privilégient l'accès à l'enseignement privé, notamment l'obligation faite aux communes de financer la scolarité d'enfants dont les parents ont choisi l'inscription scolaire dans un établissement privé extérieur à leur commune d'habitation.*

### **L'école doit-elle être ouverte obligatoirement à la mixité sociale et comment ?**

Dans le principe, l'école doit évidemment être ouverte à la mixité sociale. Mais comment pourrait-elle l'être, puisqu'elle est le miroir d'une société qui a du mal avec la mixité sociale ? Ouvrir l'école à davantage de mixité sociale, c'est d'abord ouvrir la société à cette mixité, en supprimant les ghettos : faire appliquer la loi SRU, réussir une vraie politique des quartiers, c'est le plus sûr moyen de lutter contre la ghettoïsation des écoles. La politique de sectorisation fera le reste.

*Proposition du PS : Le gouvernement mettra en place une nouvelle sectorisation scolaire prenant en compte un indice de mixité sociale et la modulation des moyens des établissements en fonction des catégories sociales de leurs élèves pour donner réellement plus à ceux qui en ont le plus besoin.*

### **L'objectif de l'école est-il : de dispenser un savoir partagé par le plus grand nombre et/ ou des savoirs de haut-niveau ?**

Ces deux orientations concourent simultanément à un même objectif : le partage et l'appropriation des connaissances et le développement intellectuel et moral de chacun, au plus haut niveau de ses capacités. C'est là que l'école accomplit son œuvre émancipatrice.

L'objectif de l'école, de 3 à 16 ans, c'est d'abord de dispenser un savoir qui sera partagé par tous à la fin du collège : le socle commun. Sans doute faudra-t-il le préciser, le redéfinir encore, pour aboutir à un projet de socle moins touffu, sinon moins étoffé. Mais l'école doit aussi avoir pour perspective d'ouvrir l'accès à des savoirs et des pratiques de haut niveau : elle doit proposer la découverte de pratiques manuelles, artistiques, sportives, technologiques à tous ; elle doit permettre à chaque élève de découvrir des savoirs et des savoir-faire de haut-niveau, via des enseignements d'exploration ; de connaître, via une orientation travaillée, les voies qui permettent d'y accéder ; de pouvoir les emprunter, quel que soit son niveau social, son environnement familial. En ce sens, le collège unique, pas avant le lycée, a le double rôle de parachever l'apprentissage du socle, tout en ouvrant des voies d'excellence très diverses.

C'est en ce sens qu'il faut le défendre. Cela suppose sans doute de le réformer, de repenser le contenu des programmes, les rythmes scolaires, d'introduire de façon plus précoce des enseignements d'exploration, et de transformer radicalement le service public d'orientation, sans céder pour autant sur le socle commun du collège unique.

*Proposition du PS : Le PS souhaite réformer le collège pour garantir la continuité avec l'école primaire, une pédagogie personnalisée et l'acquisition d'un socle commun de savoirs et de compétences faisant une plus grande part à la culture technologique et professionnelle. Nous maintiendrons un champ très large de disciplines et de compétences dans les études secondaires : c'est indispensable à l'émancipation et à la réussite dans un monde plus complexe et imprédictible que jamais et à la capacité à agir sur son destin.*

**Faut-il repenser les missions, le recrutement, le statut, la formation, les procédures de nomination, l'évaluation des enseignants ?**

Les enseignants français sont parmi les plus mal payés des pays de l'OCDE. Alors que nous leur confions ce que nous avons de plus précieux – nos enfants –, la droite a mis en oeuvre une réforme absurde qui conduit à envoyer les enseignants devant les élèves sans aucune formation pratique.

En ce qui concerne le métier enseignant, de deux choses l'une : soit le professeur continue de jouer un rôle pivot, à la fois médiateur, assistant social, pompier de service, en plus d'être enseignant – mais dans ce cas, il faut entièrement repenser son recrutement sa formation, son évaluation... Soit il faut recentrer son rôle sur sa mission. Cela demandera alors de recruter des vrais professionnels, spécialistes, assistants sociaux, éducateurs, médecins, dans chaque établissement, ce qui supposera des moyens très accrus. Sinon, on se contente de gérer l'urgence, comme on peut.

*Proposition du PS : Le PS revalorisera le métier d'enseignant de façon contractuelle avec les intéressés, contrairement à la droite qui a créé et entretenu un rapport de forces continuuel avec la communauté éducative. Nous engagerons pour cela une large concertation avec les enseignants afin d'élaborer une réforme qui, au-delà des mesures d'urgence, devra pouvoir être prête pour la rentrée scolaire 2013.*

*Nous restaurerons la confiance et redonnerons aux enseignants les moyens de remplir leurs missions en revalorisant les métiers et les carrières et en refondant entièrement la formation initiale et continue pour leur donner vraiment les moyens de l'autonomie pédagogique.*

*Nous déchargerons les enseignants des missions qu'ils n'ont pas à remplir (en les confiant à des psychologues, des assistantes sociales, etc.) pour qu'ils puissent se concentrer sur l'enseignement et l'encadrement des élèves.*

**L'école publique doit-elle être la même pour tous (unité et indivisibilité), en lien consubstantiel avec les principes de la république : liberté, égalité, fraternité et une république indivisible, laïque, démocratique et sociale ?**

Bien évidemment, et comment peut-il en être autrement ? quelle serait alors sa fonction ? La question renvoie à la pédagogie différenciée : comment la réaliser, sans tomber dans une conception consumériste de l'école ? à moins que la pédagogie ne puisse être que différenciée..., ce qui renvoie une fois encore à la formation des maîtres et à leur statut au sein de la société contemporaine.

En même temps, non, l'école ne peut pas être la même pour tous, précisément au nom du principe républicain d'égalité. Dans notre société trop inégalitaire, le constat est le suivant : l'école, loin de permettre de combler les inégalités culturelles, a tendance à les creuser. De ce fait, précisément au nom de l'égalité, qui est une fin et non un moyen, il faut « mettre le paquet » pour les élèves les plus défavorisés. Cela ne suppose nullement un nivellement par le bas : on peut maintenir les moyens actuels dans les quartiers, les secteurs, les établissements qui s'en sortent, mais les doubler dans les endroits où l'échec scolaire est plus important, pour diminuer les groupes classes, dédoubler les enseignants, lutter contre l'échec dès le primaire. Le but n'est pas une école égale pour tous, mais une école dont les enfants sortent plus égaux qu'ils n'y entrent.

*Proposition du PS : En tout état de cause l'école doit assurer la réussite de tous : encadrement renforcé et moyens pédagogiques plus importants là où il y a échec scolaire.*

**L'Etat doit-il promouvoir l'égalité des chances en mettant en œuvre un plan de rattrapage massif contre l'échec scolaire ?**

Pour lutter contre l'échec scolaire, le « rattrapage massif » ne peut qu'être un pis aller, parce que cela signifie qu'on agit en aval du problème. Il faut avant tout prévenir, en amont, cet échec, c'est à dire travailler sur les deux premiers cycles de l'école primaire, pour que les enfants ne sortent pas du CE1 sans savoir lire, écrire, compter. Cela suppose des moyens très importants, davantage d'enseignants que de classes, partout où c'est nécessaire, pour permettre des dédoublements. La suppression des Rased est exactement l'inverse de ce qu'il fallait faire. Mettre les moyens en amont, cela peut aussi supposer d'accueillir davantage d'enfants en maternelle dès deux ans. C'est dans ces classes du cycle 1 et 2 qu'il faut principalement déployer les 60.000 nouveaux postes créés, pour prévenir l'échec.

En aval, après le collège, il faut se poser la question de savoir pourquoi des élèves « sortent », avant de se demander pourquoi ils sortent « sans rien »... Travailler sur le service d'orientation, valoriser des filières professionnelles et technologiques d'excellence, soutenir et créer des structures pour les

décrocheurs sont autant de pistes.

*Propositions du PS : Pour lutter contre l'échec scolaire nous renforcerons l'encadrement et mettrons davantage d'enseignants que de classes partout où cela est nécessaire. Les élèves les plus en difficulté bénéficieront d'un accompagnement personnalisé pour que le nombre de jeunes qui sortent sans qualification du système scolaire soit divisé par deux à la fin du quinquennat.*

*Nous créerons une nouvelle sectorisation prenant en compte un indice de mixité sociale et nous modulerons les moyens des établissements en fonction des catégories sociales de leurs élèves pour donner réellement plus à ceux qui en ont le plus besoin.*

*L'âge de la scolarité obligatoire sera abaissé à 3 ans, condition de réduction des inégalités. Par ailleurs, l'accueil en maternelle dès l'âge de 2 ans sera généralisé pour les familles qui le souhaitent.*

## **II Savoirs, compétences et valeurs : quelles relations entre école et famille**

### **Comment mettre fin au lien anxigène entre les familles et l'Ecole (boom du soutien scolaires) ?**

Cela renvoie à la panne de l'ascenseur social, la crainte du déclassement et à l'esprit libéral qui imprègne l'ensemble des domaines de la société, y compris l'école. Pour que l'école cesse d'être anxigène, il faut d'abord qu'elle retrouve son objectif pédagogique, et cesse d'être la seule antichambre de l'emploi ou du chômage : comment pourrait-elle ne pas être anxigène si, dans la tête des parents, « bien réussir » est la condition pour avoir « un bon travail » ? Le monde du travail est anxigène, l'école l'est devenue.

Lutter contre l'angoisse des familles, c'est bien sûr se donner les moyens de prévenir l'échec scolaire. C'est donc également faire sortir l'école du monde de la compétitivité et de l'horizon professionnalisant dès le collège. Elle doit redevenir un lieu d'épanouissement en même temps que d'acquisition du savoir. Par ailleurs, des pistes peuvent être élaborées pour un meilleur accueil et une meilleure prise en charge des familles : là encore, cela suppose des personnels, des adultes, médiateurs, assistants sociaux, etc., ainsi que la révision des schémas de formation, orientation, dialogue au sein de l'école.

*Propositions du PS : C'est la question de l'ensemble de l'état d'esprit de la société qui est en cause ici, transversale à tous les domaines qui concerne un gouvernement. Plus spécifiquement, et immédiatement, la lutte contre l'échec scolaire doit être une affaire publique : nous engagerons la personnalisation des réponses éducatives avec des pédagogies différenciées pour permettre à chaque élève d'acquérir savoirs et compétences sans avoir besoin de recourir à une aide extérieure payante.*

### **Les rythmes scolaires doivent-ils prendre en compte uniquement les rythmes d'apprentissage de l'élève ou doivent-ils prendre aussi en considération les rythmes sociétaux ?**

Avant même les rythmes d'apprentissage, il faut prendre en compte les rythmes biologiques spécifiques des enfants. Les rythmes scolaires de travail quotidien, hebdomadaires, annuels, doivent d'abord reposer sur les travaux contemporains concernant les biorythmes individuels, mais aussi sur les « biorythmes » des groupes, des classes. Cela suppose de s'affranchir des lobbies, des intérêts. L'absurde semaine de quatre jours, la répartition des cours, des savoirs, des pratiques sur la journée, le rythme des vacances annuelles demandent à être repensés et réformés.

Un compromis est à réinstaurer entre les besoins des enfants, ceux des familles

(et pas seulement ceux des familles aisées), et les nécessités économiques. Il s'agit de tendre vers une société de l'humain sans mettre en péril la place économique de la France au sein de la compétition internationale.

*Propositions du PS : Nous reviendrons sur la semaine de 4 jours, véritable catastrophe pour l'équilibre des enfants. Nous engagerons une refonte des rythmes scolaires pour alléger les journées de travail (aujourd'hui les plus lourdes d'Europe) et mieux les répartir dans l'année.*

### **Doit-on développer les internats pour favoriser la réussite scolaire d'élèves en prise avec des difficultés ?**

Ainsi, individuellement, l'internat peut constituer une vraie solution quand les parents n'y arrivent plus et/ou pour les enfants en rupture scolaire (internats relais, par exemple), et également quand le contexte familial devient un handicap de plus pour les élèves.

Il faut toutefois faire attention à deux choses : ne pas en faire une solution « autoritaire », type centres fermés pour prédélinquants ; ne pas davantage proposer les internats comme une solution palliative, une alternative à une vraie politique de la ville. Si créer des internats pour les « jeunes des quartiers » (sic) consiste simplement à les en extirper, on accentue encore la relégation desdits quartiers. La vraie réussite sera de réformer et rénover certains quartiers de relégation, pour en faire des lieux où l'école retrouve toute sa place, au centre.

*Propositions du PS : Des places d'internat seront redéployées, dans la mesure où l'internat est à redécouvrir dans une nouvelle fonction de contribution à la réduction des inégalités, en accueillant des élèves qui ne peuvent bénéficier à domicile des meilleures conditions pour leur apprentissage et leur offrir les conditions d'encadrement permettant l'épanouissement de leurs capacités.*

### **L'école doit-elle le cas échéant intervenir dans les domaines suivants : éducatif, aide aux devoirs, aide sociale, etc. ?**

Oui. Vouloir que l'école soit un sanctuaire, où les enfants laisseraient à la porte leurs soucis familiaux, sanitaires, leurs difficultés sociales, économiques, est au mieux une utopie, au pire une illusion dangereuse. L'école peut servir à prendre en charge des souffrances individuelles ou sociales, à pallier des inégalités économiques (aides aux devoirs). Mais elle le fera avec des personnels formés, et donc avec des moyens supplémentaires, financiers et humains.

*Proposition du PS : En tout état de cause, l'accompagnement des apprentissages scolaires relève de la sphère publique, qu'il soit assuré en*

*direct ou en délégation de service public. Nous aiderons les associations qui assurent de façon laïque ce service*

**Comment assurer la non-discrimination dans l'inscription des élèves à l'école ?**

La discrimination n'existe pas dans l'inscription des élèves à l'école, tant qu'elle reste un service public gratuit – le problème éventuel est plutôt en l'occurrence celui de la ghettoïsation des quartiers, de riches ou de pauvres.

La discrimination est en revanche un très sérieux problème dans l'accès inégal aux informations pour l'orientation, au « réseau », dès le lycée, et joue à plein dans l'accès aux études supérieures.

*Proposition du PS : Nous recréerons une carte scolaire avec une nouvelle sectorisation prenant en compte un indice de mixité sociale dont dépendront les moyens alloués. Pour instituer de l'égalité dans l'accès au « mode d'emploi » de l'école, nous démultiplierons le service d'information aux élèves et parents et cultiverons le dialogue entre l'école et la famille. Par ailleurs, il faut inventer de nouveaux droits pour les lycéens et surtout les étudiants, de nouveaux dispositifs pour leur assurer les moyens de faire leurs études, travailler sur le logement, les bourses, l'allocation étudiante, et renforcer le service public d'orientation. Cela rentre dans le grand dispositif que nous mettrons en place en faveur de l'autonomie des jeunes.*

### **III Quelles fonctions pour l'école ? Accès aux savoirs, citoyenneté, professionnalisation.**

#### **L'école peut-elle à la fois former l'homme, le citoyen et le travailleur ?**

En réalité, l'école ne fait rien de tout cela : les élèves qu'elle forme ne sont encore ni des hommes, ni des citoyens, ni des travailleurs, mais des enfants, mineurs, qui ont des droits spécifiques, dont celui d'étudier. L'école peut en revanche les instruire, leur garantir l'accès à des savoirs, à une réflexion, qui leur permettront notamment de choisir leur vie, leur travail, et de prendre part à la vie de la cité. Cette école de citoyenneté ou cet ascenseur social ne seront que des conséquences heureuses et souhaitables de la première tâche que l'école se fixe : l'enseignement collectif de savoirs communs à un groupe, une classe d'âge. Mais ne faisons pas tout reposer sur elle, sous peine de la rendre anxiogène, précisément, et de l'écraser sous la tâche : même avec une école parfaite, le jeune citoyen ne trouvera pas sa place dans une démocratie grippée, ni le jeune travailleur dans un marché du travail déprimé, inégalitaire, frileux ou injuste.

La notion de formation du citoyen renvoie ici, nous le supposons, à l'éducation aux valeurs républicaines. Les valeurs de solidarité et de laïcité sont concomitantes à toute action éducative, transversales entre l'ensemble des disciplines scolaires.

*Propositions du PS : au-delà des propositions en direction spécifique de l'éducation, les propositions sont celles d'œuvrer pour une société dé-libéralisée, ré-humanisée : politique de la ville, sécurisation des parcours, justice sociale et fiscale...*

#### **L'école peut-elle relever le défi de la construction d'une société plus solidaire ?**

Là encore, l'école n'est pas exogène, elle est d'abord le miroir de la société : elle n'a pas à construire la société, mais à y occuper toute sa place. Si la société est solidaire, l'école le sera naturellement. Si la société génère souffrance, inégalités, discriminations, l'école sera confrontée à ces maux. Cela dit, elle peut également mettre en place des choses qui n'existent pas ailleurs, bâtir des utopies, des expériences : celles du tutorat ou de l'apprentissage de la médiation, mises en place dans certains collèges, sont par exemple indiscutablement intéressantes, et possiblement « contagieuses ».

*Proposition du PS : Ainsi, l'école peut et doit contribuer à cette construction d'une société idéale, mais ne demandons pas à l'école et à son personnel d'être le seul et dernier rempart face une médiatisation universelle des valeurs libérales.*

**Êtes-vous favorable à l'interpénétration du système éducatif et du monde du travail (productivité et employabilité) ?**

Les entreprises n'ont ni à financer, ni à se mêler de quoi que ce soit qui concerne l'école. Il est d'ailleurs dommageable que dans les faits, les grandes entreprises d'un bassin d'emploi induisent déjà, par leurs financements, les voies professionnelles ou technologiques proposées dans ce lieu aux élèves, que les représentants de ces entreprises siègent aux CA des lycées, alors que les élèves seront pour beaucoup appelés à bouger tout au long de leur vie, par choix ou nécessité. On en est revenu, par certaines réformes de pseudo-autonomie des établissements, à lier les élèves à leur bassin d'emploi comme autrefois le mineur à sa mine... Et on a fait de même avec les universités.

*Propositions du PS : Nous ne souhaitons pas que les entreprises dictent l'élaboration des programmes et manuels scolaires. En revanche, le réalisme veut que l'étanchéité entre monde de l'entreprise et monde de l'école s'assouplisse. Ces deux mondes doivent apprendre à se connaître, se respecter mutuellement.*

**L'école doit-elle sélectionner des élèves (gagnants-perdants) ou être un lieu d'émulation (sans compétition) et d'éducation à la coopération et à la solidarité ?**

La réponse va de soi, au bénéfice de la deuxième... Cependant, attention à certains raisonnements simplistes, et à l'opposition systématique sélection/solidarité : le concours reste, dans l'enseignement supérieur, un principe infiniment plus égalitaire que le « réseautage » ou la cooptation, pour garantir l'égalité des chances... pourvu qu'en amont, l'école ait permis, par des moyens massifs et éventuellement différenciés, de combler les inégalités culturelles initiales entre enfants issus de milieux plus ou moins favorisés.

*Proposition du PS : pour sortir du simplisme de cette opposition, il ne faut pas hésiter à revisiter certaines « évidences » égalitaires, qui ne font, de fait que prolonger et faire perdurer les inégalités sociales initiales.*

**L'école doit-elle être un lieu d'apprentissage des droits de l'homme et du citoyen servant de base à l'instruction de la morale et à la création d'un nouveau contrat social ?**

Elle l'est déjà, dans l'infime majorité des cas. Les écoles ne sont pas des zones de non-droit. Elles sont des lieux de socialisation, d'apprentissage de la vie en commun, fondée sur une loi commune, expliquée, comprise et le plus souvent acceptée. On y enseigne, dans le cadre du programme de primaire et du collège, les droits de l'homme et du citoyen, l'éducation civique, l'histoire... Elles reposent chacune sur un mini-contrat social co-écrit (la charte du collège, par exemple), et toutes sur un des piliers du contrat social républicain

(l'éducation gratuite, laïque et obligatoire) dont les enseignants, les élèves, les personnels, les familles sont des co-acteurs. Certains apprentissages de la démocratie, de la représentation, des contre-pouvoirs, s'y élaborent. Bref, en dépit de ses difficultés, elle est un lieu où le politique, les droits et devoirs de chacun, s'établissent et sont défendus avec une certaine réalité. Dans le procès perpétuel fait à l'école, on oublie parfois qu'elle fonctionne, en ce domaine, infiniment mieux que « l'extérieur », l'entreprise, et parfois la démocratie représentative, même si elle ne peut (et ne doit sans doute pas) être un sanctuaire.

*Proposition du PS : ré-activer la démocratie sociale au sein de l'école : revalorisation du statut du personnel éducatif, information des familles, généralisation des expériences citoyennes scolaires expérimentales...*

**L'école doit-elle apprendre à l'élève à résister à l'inacceptable, à la violence, à l'injustice, aux aliénations, aux dépendances, à désobéir, à se révolter, à se poser comme une conscience libre et bienveillante ?**

Il est évidemment difficile cependant de compter sur le « maître » pour enseigner au « disciple » l'insubordination qui suppose (entre autres) la rébellion contre les abus dudit maître ! Mais si l'école, comme toute institution, génère des aliénations et des arbitraires, dont l'élève et parfois les personnels ou les familles sont les victimes, elle se doit d'avoir une exigence de cohérence et de justice la plus haute. Elle doit réfléchir à tous les contre-pouvoirs (parents d'élèves, démocratie lycéenne...) qu'elle peut instituer en son sein. Et le rôle des enseignants doit également rester un rôle de résistance, parce que le savoir et la culture sont une résistance, une révolte, une désobéissance contre la marchandisation, l'uniformisation, le renoncement, la résignation...

*Proposition du PS : L'ordre juste doit s'appliquer dans l'ensemble de la société. L'école y contribue en initiant à l'esprit critique, en apprenant à connaître ses droits et les défendre, en inculquant des devoirs et leur respect envers l'intérêt commun.*